

Nantes, le 1<sup>er</sup> juillet 2019

## La Région des Pays de la Loire dénonce le projet d'accord commercial entre l'Union européenne et le MERCOSUR

L'Union européenne vient d'annoncer qu'elle venait de conclure un projet d'accord commercial avec les pays du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay).

Cette décision qui aura notamment pour effet d'ouvrir très largement le marché européen aux produits agricoles sud-Américains constitue, à terme, une véritable catastrophe pour notre agriculture ligérienne comme française ou européenne.

Ce sont en effet, 99 000 tonnes de bœuf et 180 000 tonnes de volaille supplémentaires qui inonderont, chaque année, le marché européen à des taux de douane préférentiels alors même que l'on sait par exemple qu'un poulet sur deux consommés en France n'est pas français.

Nos filières bovine et avicole qui représentent en Pays de Loire deux exploitations sur trois seront les premières à être frappées de plein fouet par les conséquences de cet accord qui instaurera une concurrence déloyale et mettra en péril plusieurs milliers d'exploitations.

En outre, alors même que nos agriculteurs sont engagés dans des démarches plus vertueuses, et que l'Etat a rappelé l'exigence au travers des Etats Généraux de l'Alimentation, d'une agriculture saine et de qualité, ouvrir notre marché aux produits agricoles du MERCOSUR, qui ont pour beaucoup recours aux produits phytosanitaires ou à des traitements vétérinaires interdits en Europe, apparaît totalement incohérent.

Cet accord de libre-échange avec le MERCOSUR revient à faire de la filière agricole une simple variable d'ajustement au détriment de nos éleveurs mais aussi des consommateurs européens.

Nous ne voulons pas importer un modèle agricole qui n'est pas le nôtre.

La Région des Pays de la Loire qui a déjà été amenée à alerter sur les conséquences du MERCOSUR sur l'élevage, la santé et l'environnement, appelle le Président de la République qui s'est réjoui de ce compromis, à réviser sa position et à défendre de manière claire l'excellence de notre filière agricole.

Elle demande aux parlementaires européens mais aussi aux députés et sénateurs français et en particulier à ceux représentant les Pays de la Loire à s'opposer, en l'état, à la ratification de l'accord commercial entre l'Union Européenne et le MERCOSUR.

Il y va de l'avenir de l'agriculture ligérienne comme française.

**Christelle Morançais**  
Présidente du Conseil Régional  
des Pays de la Loire

**Lydie BERNARD**  
Vice-Présidente  
du Conseil Régional

### CONTACT PRESSE

**Gwenola Cariou Huet** : [Gwenola.cariou-huet@paysdelaloire.fr](mailto:Gwenola.cariou-huet@paysdelaloire.fr) / 02 28 20 60 65 – 06 82 80 18 92